



Communiqué de presse

Victorin LUREL et Jacques GILLOT adressent une lettre ouverte à Claude GUEANT

Basse-Terre, le 7 février 2012 – Après les déclarations de Claude GUEANT sur une prétendue inégalité entre les civilisations, les présidents du Conseil régional et du Conseil général de la Guadeloupe, Victorin LUREL et Jacques GILLOT, ont adressé une lettre ouverte au ministre de l'Intérieur, Claude GUEANT, pour lui indiquer qu'ils ne le recevraient pas lors de sa visite prévue en Guadeloupe la semaine prochaine :

« Monsieur le ministre,

Nous avons été informés de votre prochain déplacement en Guadeloupe et nous sommes au regret de vous faire savoir que nous ne pourrions vous y recevoir.

Fidèles à notre indéfectible attachement aux principes républicains et démocratiques, nous avons toujours veillé, en tant qu'élus de la Nation, à faire le meilleur accueil aux membres du Gouvernement en visite officielle aux Antilles, quand bien même nous ne partagerions pas les mêmes sensibilités politiques.

Mais aujourd'hui, c'est pleinement conscients de l'importance symbolique de notre geste, et mus par le même sens du devoir républicain, que nous avons pris la décision de ne pas vous accueillir en Guadeloupe.

Les faits sont malheureusement là, têtus : Par vos « dérapages » verbaux répétés et assumés à l'égard des étrangers et des Français issus de l'immigration, qu'ils soient d'origine roumaine, comorienne, ou de confession musulmane ; par votre circulaire qui durcit considérablement l'obtention de visas pour les étudiants étrangers qui aiment la France et qui souhaitent y débiter leur vie professionnelle en mettant leurs compétences à la disposition de notre pays ; par votre volonté sournoise d'interdire en pratique l'accès à la naturalisation à des immigrés présents sur notre sol de très longue date et qui ont démontré pleinement leur désir d'intégration ; par vos propos consternants sur la hiérarchie des civilisations, vous tournez résolument le dos aux valeurs fondamentales de la République, auxquelles nous Antillais, dont les ancêtres ont connu l'esclavage et la colonisation, restons attachés encore davantage que d'autres.

Certains ne veulent voir dans vos déclarations qu'une banale stratégie politicienne visant à séduire les électeurs du Front national, en vue des prochaines échéances électorales. Nous avons peine à croire que la vie politique française serait devenue, sous Nicolas Sarkozy, à ce point dévoyée, que la fin justifierait tous les moyens, même les plus immoraux. Aurions-nous donc perdu en France la boussole des valeurs humanistes et de tolérance qui fondent notre vivre-ensemble ? Nous, qui avons vu l'histoire bégayer avec l'abolition puis le rétablissement

de l'esclavage, savons que subrepticement les heures sombres du passé peuvent derechef advenir.

D'autres, que vous cherchez à entretenir dans la peur d'une dépossession de leur identité « nationale », verront dans vos prises de position, un combat pour la défense d'une France menacée. Nous n'y croyons pas davantage, nous qui savons que notre pays, et c'est sa richesse et sa singularité, s'est construit au fil de l'Histoire grâce aux apports culturels successifs issus des différentes vagues d'immigrations, qu'elles soient européennes, ou plus récemment indochinoises, maghrébines, caribéennes, et africaines.

C'est ainsi qu'est aujourd'hui la France. C'est ce qui fait la France. C'est ainsi que nous l'aimons comme la grande majorité des Français l'aiment. Cette alchimie originale qui unit des bras de toutes les couleurs pour bâtir notre Nation, des cœurs enveloppés de peaux de toutes les couleurs pour aimer notre pays et des yeux de toutes les couleurs regarder grandir la France, ne constitue en rien une menace. C'est au contraire notre bien commun.

C'est ce bouillonnement perpétuel des identités individuelles et collectives dans le creuset républicain qui forge notre identité commune. Nous n'acceptons pas que vous cherchiez à éteindre la flamme qui entretient ces mélanges féconds, ces métissages précurseurs et cette volonté commune de vivre ensemble. Nous n'acceptons pas davantage que vous stigmatisiez nos compatriotes musulmans ou issus de l'immigration maghrébine en mélangeant tous les concepts, en dressant les uns contre les autres et en hiérarchisant les civilisations tel un nouvel Arthur de Gobineau ou de nouveaux Ernest Renan et Jules Ferry égarés.

Nous ne souhaitons pas recevoir celui qui tient des propos dangereux pour l'unité nationale.

En décembre 2005, afin de marquer son indignation suite au vote d'une loi reconnaissant « le rôle positif de la présence française outre-mer », Aimé Césaire avait refusé de rencontrer le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, en déplacement en Martinique. Nous avons alors tous, outre-mer, salué la portée de son geste.

Nous choisirons par conséquent, en toute modestie, de lui emboîter le pas. Nous n'irons pas vous accueillir à l'aéroport. Nous ne vous accueillerons pas personnellement dans nos collectivités. Et si vous souhaitez vous rendre dans ces institutions de la République qui vous restent malgré tout ouvertes, nous prendrons les dispositions nécessaires pour recueillir le message que vous voudrez éventuellement délivrer. »

LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION